

Conférence Londres

LA GEOPOLITIQUE AUJOURD'HUI

La géopolitique a longtemps été mal vue dans l'opinion. Après la dernière guerre mondiale, elle est devenue la mal-aimée des sciences sociales. On a lui a aussi reproché d'être une « science allemande », ce qui ne voulait pas dire grand chose, sinon qu'elle doit une partie de son essor initial aux principes de géographie politique énoncés par le géographe allemand Friedrich Ratzel (1844-1904) – le terme de « géopolitique » ayant été employé pour la première fois par le géographe suédois Rudolf Kjellén en 1889. Dans son livre *Politische Geographie oder die Geographie der Staaten, des Verkehrs und des Krieges* (1897), Ratzel analysait l'interaction de l'Etat, considéré comme un être vivant, avec sa géographie et son espace. L'un de ses disciples fut le général bavarois Karl Haushofer (1869-1946), fondateur de la *Zeitschrift für Geopolitik*. En pratiquant une évidente confusion entre l'espace au sens de la géopolitique et le « *Lebensraum* », on a précisément mis en cause la proximité de Karl Haushofer et du national-socialisme. C'est bien à tort, et pas seulement parce que Haushofer n'a jamais été un idéologue du III^e Reich. Hitler avait beaucoup plus de sympathie pour les Anglo-Saxons que pour les Slaves. Il fit la guerre à la Russie, puissance continentale, alors qu'il aurait préféré s'allier avec l'Angleterre, puissance maritime. S'il avait été acquis aux thèses de la géopolitique, il aurait fait exactement le contraire.

Mais c'est surtout la définition de son champ d'études ou de son statut qui n'a jamais cessé de poser problème. La géopolitique étudie l'influence de la géographie sur la politique et sur l'histoire, c'est-à-dire les rapports entre l'espace et la puissance (politique, économique ou autre). Mais cette définition reste floue, ce qui explique que la réalité même de son objet ait pu être contesté. On l'a donc souvent décrite comme une discipline visant à légitimer rétrospectivement des événements historiques ou des décisions politiques.

Ces critiques ne vont toutefois pas au fond des choses : que l'on puisse repérer dans l'histoire des constantes géographiques de l'action politique est en effet incontestable. Les spécialistes en ont donné d'innombrables exemples La géopolitique reste donc une discipline d'une grande valeur et d'une grande importance. Il est même indispensable de s'y référer dans un monde en transition, où toutes les cartes sont en train d'être redistribuées à l'échelle planétaire. La géopolitique relativise le poids des seuls facteurs idéologiques, mouvants par définition, et rappelle l'existence de grandes constantes qui transcendent les régimes politiques comme les débats d'idées.

De toutes les notions propres à la géopolitique, l'une des plus significatives est sans nul doute l'opposition dialectique de la Mer et de la Terre. « L'histoire mondiale, disait Carl Schmitt, est l'histoire de la lutte des puissances maritimes contre les puissances continentales et des puissances continentales contre les puissances maritimes ». C'était aussi l'opinion de l'amiral Castex et de bien d'autres géopoliticiens. Halford Mackinder, par exemple, définit la puissance anglaise par la domination des océans et des mers. Il conçoit la planète comme un ensemble composé d'un « océan mondial », d'une « île mondiale », correspondant à l'ensemble eurasiatique ainsi qu'à l'Afrique, et d'« îles périphériques », l'Amérique et l'Australie. Pour dominer le monde, il faut s'emparer de l'île mondiale et principalement de son « cœur », le *Heartland*, véritable pivot géographique du monde s'étendant de l'Europe centrale à la Sibérie occidentale et jusqu'en direction de la Méditerranée, du Proche-Orient et de l'Asie du Sud. L'un des premiers grands navigateurs anglais, Sir Walter Raleigh, disait déjà : « Qui tient la mer tient le commerce du monde ; qui tient le commerce tient la richesse ; qui tient la richesse du monde tient le monde lui-même ».

Dans l'histoire de l'humanité, l'affrontement entre la Terre et la Mer correspond à la lutte séculaire entre la logique continentale européenne et la logique « insulaire » incarnée aujourd'hui par les Etats-Unis d'Amérique. Mais l'opposition entre Terre et Mer va bien au-delà des perspectives qu'ouvre la géopolitique. La Terre est un espace formé de territoires différenciés par des frontières. Sa logique se fonde sur des distinctions tranchées entre la guerre et la paix, les combattants et les non-combattants, l'action politique et le commerce. Elle est donc par excellence le lieu de la politique et de l'histoire. « L'existence politique a un caractère purement tellurique » (Adriano Scianca). La Mer est une étendue uniforme, la négation des différences, des limites et des frontières. Elle est un espace d'indistinction, l'équivalent liquide du désert. N'ayant pas de centre, elle ne connaît que des flux et des reflux, et c'est par là qu'elle s'apparente à la globalisation postmoderne. Le monde actuel est en effet un monde « liquide » (Zygmunt Bauman), qui tend faire disparaître tout ce qui est « terrestre », stable, solide, constant, durable, différencié. C'est un monde de flux véhiculés par des réseaux. Le commerce lui-même, comme la logique du capitalisme, est lui aussi fait de flux et de reflux.

*

La géopolitique a retrouvé toute sa légitimité avec les différents conflits qui ont émergé dans les années 1970. La plus grande partie de ces conflits ont été menés par les Etats-Unis. Marqués depuis leurs origines puritaines par la conviction d'être le « nouveau peuple élu », les Américains ont voulu s'instaurer comme un modèle universel, qui apporterait au monde entier les bienfaits de l'« *american way of life* », c'est-à-dire un modèle de civilisation commerciale, fondé sur le primat des valeurs d'échange et la logique du profit. Cette mission planétaire serait leur « destinée manifeste » (*Manifest Destiny*). La géopolitique est précisément la discipline qui permet d'expliquer les constantes de leur politique étrangère.

La désintégration du système soviétique, en même qu'elle a rendu possible la globalisation, a marqué la disparition d'un compétiteur redoutable pour la puissance américaine, qui a alors eu la tentation de façonner un monde unipolaire placé sous son hégémonie (ce que l'on a appelé le « nouvel ordre mondial »). Au lendemain de cette

désintégration, les Etats-Unis se sont retrouvés comme un « empire sans ombre » (Eric Hobsbawm). Confiants dans leur supériorité technologique, dans leur puissance militaire dans les privilèges que leur confère le système du dollar, ils ont pensé que s'annonçait un « siècle américain ». Convaincus d'être désormais la seule superpuissance mondiale, ils ont prétendu jouer le rôle de « gendarmes du monde ». Les « néo-conservateurs » furent à la pointe de ce projet. C'est l'époque où Francis Fukuyama croyait pouvoir annoncer la « fin de l'histoire », en l'occurrence le triomphe du capitalisme libéral et de la démocratie des droits de l'homme comme horizon indépassable de notre temps.

A la fin des années 1990, Arbatov, conseiller de Gorbatchev, avait déclaré aux Américains : « Nous allons vous porter le coup le plus terrible : nous allons vous priver d'ennemi ». Parole significative. La disparition de l'« empire du mal » (*empire of evil*) soviétique risquait en effet de supprimer toute légitimation idéologique de l'hégémonie américaine. Il fallait dès lors aux Etats-Unis trouver un ennemi de rechange, dont la menace, réelle ou supposée, leur permettrait de s'instaurer comme les maîtres du « nouvel ordre mondial ». C'est l'islamisme radical – qu'ils avaient pourtant constamment encouragé dans les décennies précédentes – qui va jouer ce rôle de repoussoir. Mais en réalité, leur objectif fondamental n'a pas changé. Il s'agit d'empêcher, partout dans le monde, l'émergence d'un compétiteur capable de rivaliser avec eux. Et surtout de contrôler le *Heartland*, l'« île mondiale ».

Dans son livre *The Grand Chessboard*, paru en 1997, Zbigniew Brzezinski énumère sans détours les « impératifs géostratégiques » que les Etats-Unis doivent respecter pour maintenir leur hégémonie mondiale. Décrivant un projet de « management global » de la planète, il met en garde contre « la création ou l'émergence d'une coalition eurasienne » qui « pourrait chercher à défier la suprématie américaine ». En 2001, Henry Kissinger disait déjà : « L'Amérique doit maintenir une présence en Asie, et son objectif géopolitique doit être d'empêcher la transformation de l'Asie en un bloc hostile ». Brzezinski le rappelle à son tour : « Qui contrôle l'Eurasie, contrôle le monde ».

Contrôler l'Eurasie, cela signifie d'abord adopter une stratégie d'encerclement de la Russie et de la Chine. La stratégie d'encerclement de la Russie comprend l'installation de nouvelles bases militaires en Europe de l'Est, l'implantation de systèmes de défense antimissiles en Pologne, en Tchéquie et en Roumanie, le soutien à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, la poursuite d'une politique agressive visant à disloquer l'influence russe dans les régions névralgiques de la mer Noire, de la mer Caspienne et du Caucase. En matière d'approvisionnement énergétique, cette stratégie conduit à contrôler les oléoducs d'une Asie centrale transformée en protectorat américain, à encourager le développement à partir de la Caspienne d'oléoducs contournant la Russie pour déboucher vers la Turquie, et à limiter le plus possible l'accès des *tankers* russes aux détroits du Bosphore et des Dardanelles. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut placer les « révolutions colorées » de Serbie (2000), de Géorgie (2003), d'Ukraine (2004) et du Kirghistan qui, loin de correspondre à des mouvements spontanés, furent organisés et soutenus de l'extérieur avec l'appui de la National Endowment for Democracy, paravent de la CIA.

La mise en place d'un « arc de crise » visant à déstabiliser l'espace d'influence traditionnel de la Russie dans les régions du Caucase, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale ne se

comprend que dans cette perspective. Sous couvert de poursuivre la « lutte contre le terrorisme » engagée en Afghanistan, les Américains ont installé des bases militaires dans les anciennes républiques soviétiques, notamment le Tadjikistan et le Kirghistan. L'objectif se résume en trois mots : encercler, déstabiliser, balkaniser.

Parallèlement, ils se sont efforcés d'élargir massivement l'OTAN en Europe orientale et balkanique jusqu'aux frontières de la Russie, à l'intérieur même de l'ancienne Union soviétique. Dès le 11 septembre 2001, le président George W. Bush avait d'ailleurs pris position pour une « grande OTAN [...] de la Baltique à la mer Noire », afin de s'ouvrir la voie de la Caspienne et de la mer Noire. Cela revient à passer d'une structure relativement statique à un modèle expéditionnaire d'interventions néocoloniales tous azimuts, les centres de gravité de la géostratégie mondiale glissant dans le même temps vers le Moyen-Orient et l'Asie.

Le maintien de l'OTAN avait deux autres objectifs. Le premier est de continuer à dissuader l'Union européenne de bâtir une défense européenne commune et autonome. Les Américains ont toujours considéré que la défense européenne se ramenait pour eux à former un « pilier européen » de l'OTAN. Le second objectif est l'affaiblissement des rapports de la Russie avec l'Europe de l'Ouest. L'Allemagne est particulièrement visée, compte tenu de l'ampleur de ses échanges technologiques, énergétiques, économiques et commerciaux avec le Kremlin. Dans ce projet, l'Union européenne devient une simple tête de pont américaine en Eurasie.

Au Proche-Orient, où ils sont confrontés à des défis majeurs en raison de l'instabilité de la région, de l'échec de leurs interventions militaires dans le Golfe et de l'isolement croissant de leur indéfectible allié israélien, les Etats-Unis développent une stratégie offensive pour contrer la montée en puissance de l'Iran, qui les inquiète en raison de ses richesses énergétiques, de ses relations privilégiées avec la Chine et la Russie, de son influence grandissante en Irak et dans les pays du Golfe où se trouvent d'importantes minorités chiites. Enfin, ils opèrent actuellement un retour spectaculaire en Afrique noire, à la fois pour contrebalancer l'influence de la Chine et pour tenir compte de l'importance grandissante du continent africain dans les approvisionnements énergétiques mondiaux.

Pour développer cette politique agressive, les Etats-Unis ne manquent pas de moyens technologiques et financiers. Malgré leurs graves difficultés financières et leurs déficits phénoménaux, leur budget militaire, qui est en augmentation constante, avoisine aujourd'hui les 700 milliards de dollars, montant colossal équivalent à plus de 40 % du total de tous les budgets militaires du monde réunis.

La question se pose néanmoins de savoir si les Etats-Unis n'ont pas atteint les limites de leur capacité d'expansion « impériale ». Leurs difficultés intérieures s'aggravent. Le système du dollar, dont ils ont tiré tant de profit, vacille sur ses bases. La crise financière mondiale qui s'est ouverte chez eux en 2008 les a frappés de plein fouet. Leur déficit commercial et leur endettement public atteint des records absolus. En Russie, Vladimir Poutine, qui a clairement perçu leurs intentions, a nettement rompu avec l'ère catastrophique de Boris Yeltsine, qui avait consacré la toute-puissance des « oligarques ».

Les plus récents événements liés à la guerre civile en Syrie ont à nouveau mis en lumière l'importance de la géopolitique. L'extrême habileté dont on fait preuve Vladimir Poutine et son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, face à l'indécision de Barack Obama et à la naïveté de François Hollande, a été révélatrice. Avec son intervention dans l'affaire syrienne, la Russie a retrouvé son rôle de grande puissance mondiale et montré qu'elle n'est plus partie négligeable dans les affaires internationales, mais qu'il faudra au contraire compter avec elle à l'avenir.

Le « moment unipolaire » n'a donc pas duré pas dix ans. Les Américains, qui ne représentent plus que 5 % de la population mondiale, ont surestimé leurs forces. L'enlèvement de leurs troupes en Irak et en Afghanistan, leurs difficultés intérieures, leurs déficits colossaux, l'instabilité du système du dollar, la crise financière mondiale, leur imposent des limites. Il apparaît très vite qu'ils ne régneront pas sur le monde sans partage. L'histoire dont Fukuyama annonçait la fin a déjà fait retour.

Un monde multipolaire s'esquisse derrière la poussée fulgurante de la Chine, suivie de l'Inde, du Brésil, voire de l'Iran. Les économies émergentes connaissent une croissance spectaculaire. Leur part dans le produit intérieur brut (PIB) mondial, en parité de pouvoir d'achat, est passé de 36 % en 1980 à 45 % en 2008 ; elle devrait atteindre 51 % en 2014.

La stratégie eurasiatique des Etats-Unis a suscité en réaction un rapprochement significatif entre la Russie et la Chine, qui s'est concrétisé notamment au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), créée le 15 juin 2001, qui comprend également quatre pays d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan), l'Iran, la Mongolie, l'Inde et l'Afghanistan y bénéficiant du statut d'observateurs.

On sait qu'au cours de ces dernières années, l'Iran s'est fortement rapproché de la Chine et de l'Iran. Cette alliance pragmatique se matérialise aujourd'hui par des appuis géopolitiques réciproques qui ont amené à certains observateurs à envisager la possibilité de voir se former dans les années qui viennent une sorte de « nouvel empire mongol ». Entre 1206 et 1294, l'empire turco-mongol de Gengis Khan s'était étendu sur l'ensemble de l'Asie centrale avant de se morceler en quatre blocs. Aujourd'hui, l'Organisation de coopération de Shanghai, dont le principal objectif est de contrer l'influence américaine en Asie centrale, associe à nouveau la Russie, la Chine et l'Iran, trois pays différents mais formant une véritable communauté d'intérêts, et qui représentent plus de 1,5 milliard d'habitants. La grande différence avec l'ancien empire mongol est qu'aujourd'hui l'Iran considère la Turquie comme une puissance régionale rivale.

*

Depuis la fin du système soviétique, nous sommes entrés dans un interrègne, un *Zwischenzeit*. L'ancien *Nomos* de la Terre a disparu, mais les contours d'un nouveau *Nomos* se laissent seulement deviner. Le grand conflit mondial actuel est celui qui oppose la puissance continentale eurasiatique à la thalassocratie américaine. La question principale qui se pose est de savoir si nous allons un monde unipolaire, un *universum*, ou vers un monde multipolaire, un *pluriversum*.

Le problème est que les Européens n'en sont que très rarement conscients. Les Américains ont beaucoup de défauts, mais il y a quelque chose au moins qu'on ne peut leur dénier : c'est d'être conscients des enjeux globaux et de tenter de penser le monde à venir. En Russie et en Chine aussi on pense le monde à venir. Les Européens, eux, ne pensent rien. Ils ne se soucient que du moment présent. Ils vivent sous l'horizon de la fatalité, avec des institutions qui les condamnent à l'impuissance et à la paralysie. L'Europe vit comme en état d'apesanteur. Confrontée à une crise morale sans précédent, aux défis de l'immigration et du vieillissement démographique, des délocalisations et de la compétition mondiale, elle ne sait visiblement plus comment défendre ses chances dans un monde globalisé. Porteuse d'une identité qu'elle ne sait plus définir, hantée par le secret désir de se retirer de l'histoire au risque de devenir un objet de l'histoire des autres, s'imaginant que les hommes sont « partout les mêmes », l'Europe est aujourd'hui « pauvre en monde » (Heidegger). Elle paraît épuisée, en proie à une lassitude qui la conduit à ne vouloir plus rien. Géopolitique de l'impuissance ? Montée de l'insignifiance ? Les billets libellés en euro en sont comme le reflet : ils ne représentent que du vide.

Dans le passé, la géopolitique exerçait ses contraintes principalement au niveau des Etats qui, de nos jours, au moins dans l'hémisphère occidental, semblent être entrés dans une crise irréversible. Aujourd'hui, elle révèle des logiques continentales, que les agissements désordonnés des Etats ont longtemps masquées, mais qui sont désormais plus fondamentales que jamais. Elle aide à raisonner en termes, non plus seulement de pays, mais aussi de *continents* (Jordis von Lohausen). La Mer contre la Terre, aujourd'hui, c'est les Etats-Unis d'Amérique contre le « reste du monde », et d'abord contre le bloc continental eurasiatique et européen. L'ensemble germano-russe reste au cœur du « centre mondial ». En ce sens, l'effondrement du système soviétique a clarifié les choses. Il n'y a désormais plus que deux positions possibles : soit l'on est du côté de la puissance maritime américaine, soit l'on est du côté de la puissance continentale eurasiatique. C'est cette dernière position qui est la mienne.

Alain de Benoist